

Recherches sociographiques



Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole

Gérald Fortin

Volume 2, Number 2, 1961

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055076ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055076ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Fortin, G. (1961). Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole. *Recherches sociographiques*, 2(2), 151–170. <https://doi.org/10.7202/055076ar>

Article abstract

Dernier d'une série de trois articles formant le compte rendu de recherches menées dans la paroisse de "Sainte-Julienne" sur le problème de la mobilité professionnelle en milieu rural.

LES CHANGEMENTS SOCIO-CULTURELS

DANS UNE PAROISSE AGRICOLE *

Dernier d'une série de trois articles formant le compte rendu de recherches menées dans la paroisse de "Sainte-Julienne" sur le problème de la mobilité professionnelle en milieu rural.

Nous avons montré dans les articles précédents [1] comment, dans une paroisse rurale de la province de Québec, la structure des occupations et les attitudes de la population à l'égard des occupations s'étaient transformées radicalement depuis une vingtaine d'années. Une telle transformation au niveau de ces deux paliers de la réalité sociale devait entraîner des changements profonds à d'autres niveaux. C'est donc une vue globale de la vie sociale dans cette localité que nous voulons maintenant présenter.

Il faut toutefois remarquer dès maintenant que même si les transformations du milieu rural sont très profondes, elles sont encore incomplètes. Sans doute, les changements au niveau des paliers morphologiques sont très accentués et s'orientent dans une direction bien déterminée. La situation dans le milieu rural est certainement changée du tout au tout. C'est au niveau de la définition de cette situation, au niveau des représentations collectives et

* Etude réalisée grâce à la subvention pour fins de recherche accordée par la Carnegie Corporation, de New York, au Centre de recherches sociales de l'Université Laval. Ont participé à l'étude, avec l'auteur de l'article, Louis-Marie Tremblay, professeur au Centre de Relations industrielles de l'Université de Montréal, Emile Gosselin, professeur au Département des Relations industrielles de l'Université Laval, et Raymond Labranche, assistant au Centre de recherches sociales.

[1] Gérald FORTIN et Louis-Marie TREMBLAY, "Les changements d'occupations dans une paroisse agricole", Recherches sociographiques, I, 4, octobre-décembre 1960, 467-495; "Attitudes à l'égard des occupations dans une paroisse agricole", Recherches sociographiques, II, 1, janvier-mars 1961, 35-54.

des normes de comportement que la transformation est incomplète. De nouvelles valeurs et de nouvelles normes émergent petit à petit et permettent à l'individu de s'adapter plus efficacement à sa nouvelle situation. Cependant, ces nouvelles normes et ces nouvelles valeurs sont loin d'être acceptées totalement. Même si la définition traditionnelle de la situation n'est plus efficace dans la nouvelle situation, la population reste attachée à certaines valeurs traditionnelles de même qu'à certains types de comportements traditionnels.

La disparition de ces comportements traditionnels est à prévoir à plus ou moins brève échéance. De nouveaux comportements qui ne sont pas appuyés sur un système de valeurs encore bien défini, mais qui sont efficaces, coexistent avec des comportements fortement valorisés mais non efficaces. De nouveaux rôles se créent auxquels ne correspondent pas encore de statuts alors que d'anciens statuts sont maintenus malgré la disparition des rôles correspondants. Des institutions sont devenues dysfonctionnelles alors que de nouvelles fonctions sont remplies en dehors des cadres institutionnels.

Il y a donc ainsi très souvent conflit entre ce que l'on fait et ce à quoi l'on croit. Ce conflit, qui est résolu différemment selon les individus, rend la prédiction du comportement très difficile. Dans la société en état d'équilibre, la connaissance du statut d'un individu permet de prédire le comportement de cet individu. Mais dans une société en déséquilibre, à chaque statut sont attachées au moins deux normes différentes de comportement. C'est l'individu qui occupe un statut qui devra lui-même déterminer le contenu de son rôle. Après un certain temps, un comportement cédera la place à l'autre et on tendra à nouveau vers un équilibre.

Ce dérèglement au plan du comportement aussi bien qu'au plan des valeurs semble caractériser la vie sociale globale de Sainte-Julienne. Déjà l'analyse de la structure des occupations et le questionnaire sur les attitudes nous révélaient cette ambiguïté au niveau du comportement comme au niveau des valeurs. Ainsi que nous ont amené à le constater nos entrevues auprès des chefs de famille, la même ambiguïté se retrouve à peu près à tous les paliers de la vie sociale. Afin de mieux faire ressortir les caractéristiques de la situation actuelle, nous allons d'abord présenter une image de Sainte-Julienne vers les années 1930, c'est-à-dire à un moment où existait une correspondance assez grande entre la situation et la définition sociale de cette situation. Sans doute, la reconstruction que nous ferons de cette situation pourra sembler un peu idéale en ce sens que nous postulons un équilibre parfait alors que dès ce moment un certain déséquilibre existait. Cependant, les entrevues et les observations que nous avons faites nous portent à croire que la description que nous proposons est à peine exagérée. Nous verrons ensuite quels sont les éléments qui ont précipité le changement dans la

situation objective ou morphologique de la municipalité étudiée. Nous pourrions alors mieux voir quel est le conflit qui se pose au niveau de la définition de la situation et quelles conséquences le déséquilibre actuel implique par rapport aux différents paliers de la vie sociale.

1930 : complémentarité agriculture - travail en forêt

Nous avons signalé dans notre premier article que l'agriculture n'avait jamais pu réussir à faire vivre la population agricole de Sainte-Julienne. Traditionnellement, les cultivateurs ont dû chercher en forêt les revenus dont ils avaient besoin pour réussir à boucler leur budget. Cette économie basée sur l'agriculture et le travail en forêt devait marquer toute la vie sociale de la communauté.

Vers 1930, l'agriculture qui était pratiquée à Sainte-Julienne était une agriculture de subsistance et non une agriculture commerciale. On s'efforçait de produire sur la ferme tout ce dont la famille avait besoin : nourriture, mobilier, vêtement, chauffage, etc. Sans doute, le cultivateur pratiquait l'élevage de certains animaux de boucherie et vendait le lait de ses vaches aux beurreries. Cependant, à cause de la dimension restreinte des troupeaux et de la faiblesse des rendements, les opérations commerciales du cultivateur suffisaient à peine à l'achat des biens essentiels pour sa famille : farine, sucre, mélasse, thé, tissus pour les vêtements. De façon générale, une fois que la famille avait réussi à survivre, sinon à vivre, il restait très peu d'argent liquide à investir dans la ferme elle-même soit pour l'achat d'animaux, d'équipement, ou même de grains de semence. C'est la forêt — travail dans les chantiers ou coupe du bois sur les lots de ferme — qui procurait au cultivateur le revenu nécessaire aux investissements agricoles et au bien-être, très relatif, de la famille. Comme dans la plupart des municipalités de ce type, ce n'est pas "l'agriculture qui faisait vivre la famille du cultivateur, mais c'est plutôt le cultivateur qui par son travail en forêt faisait vivre sa terre" [2].

Dans un tel contexte économique, le niveau de vie des familles était très faible. Bien que très peu de familles aient été privées du strict nécessaire au point de vue logement, nourriture, ou vêtement, très peu de familles jouissaient par contre d'un surplus.

[2] Cette expression est tellement fréquente dans la bouche de nos informateurs, qu'on peut presque la considérer comme une maxime populaire.

Bien que la forêt procurât souvent un revenu monétaire supérieur à celui de l'agriculture, c'est cette dernière occupation qui était considérée comme l'occupation principale de la population. Le travail en forêt n'était considéré que comme une occupation secondaire ou supplémentaire. Sans doute, le cultivateur devait-il être aussi un bûcheron, mais c'est avant tout comme un cultivateur qu'il se définissait. Sa subsistance, sinon son revenu monétaire, dépendait principalement du travail agricole. C'est d'ailleurs au travail agricole qu'il consacrait la plus grande partie de son temps, vu que les opérations forestières ne l'occupaient que durant trois ou quatre mois par année, au maximum.

C'est tout naturellement que le cultivateur de Sainte-Julienne s'était tourné vers la forêt pour y chercher un revenu supplémentaire. La forêt a toujours fait partie intégrante du paysage de Sainte-Julienne. Au tout début de la paroisse, le territoire était complètement recouvert par la forêt. Avant de devenir cultivateur, le colon qui est allé s'établir à Sainte-Julienne a dû d'abord arracher le sol à la forêt. Avant même d'apprendre son métier de cultivateur, il a dû apprendre celui de bûcheron. Même après les périodes héroïques du début, le métier de bûcheron est demeuré inséparable de celui de cultivateur. Pour agrandir la surface cultivée, il fallait continuer à lutter contre la forêt. De plus, l'agriculture à Sainte-Julienne étant une agriculture de subsistance, le cultivateur devait chercher sur sa terre le bois de construction et le bois de chauffage dont il avait besoin. Ainsi, le cultivateur possédait-il non seulement le métier de bûcheron, mais aussi les outils nécessaires à l'exercice de ce métier. Ces outils faisaient partie de l'outillage normal de toute ferme à Sainte-Julienne. Même lorsqu'il allait travailler dans les chantiers, le cultivateur n'avait donc à effectuer aucun investissement spécial.

Enfin, il faut noter que le travail en forêt n'entraîne pas en compétition avec le travail agricole. Les opérations forestières se déroulaient du mois de novembre aux mois de janvier ou février. Durant cette période, le travail de la ferme était au ralenti. Les travaux des champs étaient terminés et le soin des animaux était limité au minimum vu que la production laitière s'achevait avec l'automne. Le travail sur la ferme étant ainsi réduit, les enfants et la femme pouvaient en prendre charge. La complémentarité entre l'agriculture et le travail forestier dépassait donc le plan du revenu. Elle concernait aussi bien l'apprentissage et les qualifications du cultivateur que la répartition de ses activités au cours de l'année. C'est autour de cette complémentarité globale des deux occupations que devait s'établir la structure sociale de Sainte-Julienne de même que son système de valeurs.

Comme nous l'avons signalé plus haut, des deux occupations traditionnelles de la population (agriculture et travail forestier), c'est l'agriculture

qui était considérée comme l'occupation principale. En fait, une des valeurs principales à Sainte-Julienne, sinon la valeur principale, vers les années 1930, c'était celle qui était attachée à l'agriculture comme occupation et comme mode de vie. L'agriculture était aux yeux de la population l'occupation par excellence, la seule qui pût permettre à l'individu de se réaliser parfaitement. Le jeune travailleur qui devait devenir bûcheron professionnel, parce que l'exploitation de son père ne pouvait lui fournir assez de travail, acceptait sa situation comme temporaire. Après quelques années de travail en forêt ou de travail comme journalier, il espérait avoir accumulé assez d'économies pour s'acheter lui-même une terre dans sa paroisse natale ou pour aller s'établir dans une paroisse de colonisation voisine. Le jeune qui partait pour la ville avait ordinairement les mêmes aspirations. D'ailleurs, l'ambition de tout père de famille était d'établir le plus grand nombre possible de ses fils sur une terre ou sur un lot de colonisation et les aspirations du jeune travailleur ne faisaient que correspondre à celles de son père.

La valorisation de l'agriculture comportait aussi une valorisation de certaines caractéristiques du cultivateur. Parmi celles-ci, l'indépendance propre à l'état de vie du cultivateur était très importante. Le cultivateur était son propre maître; il faisait ce qu'il voulait quand il le voulait. Cette indépendance se manifestait non seulement sur le plan du travail, mais aussi sur tous les plans de la vie de la famille. L'agriculture qui était valorisée était, non pas l'agriculture commerciale, mais l'agriculture de subsistance. Le cultivateur idéal devait donc être capable de suffire lui-même à tous ses besoins et à tous ceux de sa famille. De plus, il n'était obligé de se plier à aucune norme quant à la qualité ou à la quantité de sa production, comme c'est le cas du cultivateur pratiquant l'agriculture commerciale.

Une autre qualité du cultivateur qui était fortement valorisée, c'était la pratique de l'épargne. Dans une économie de subsistance, l'épargne, même l'épargne mesquine, est une vertu essentielle. Cette valorisation de l'épargne contribuait elle-même à maintenir à un niveau assez bas le standard de vie de la population. Afin de pouvoir subvenir, sur une longue période, aux besoins de sa famille, le cultivateur devait se restreindre, même volontairement, aux strictes nécessités vitales. Tout surplus de revenu qu'on pouvait réaliser à un moment donné devait être mis de côté en prévision des déficits possibles au cours des années à venir. L'agriculture ne pouvait ainsi permettre à l'homme de se réaliser dans son indépendance complète qu'au prix d'une restriction volontaire du niveau de vie et par la pratique des vertus de tempérance et d'épargne.

En contre-partie de la valorisation de l'agriculture, on trouvait une condamnation sévère de la ville et du mode de vie urbain. Les villes paraissaient

être une négation de toutes les vertus rurales. En particulier, on considérait que le maintien de l'indépendance et la pratique de l'épargne étaient impossibles dans les milieux urbains. De plus, le code moral assez rigide qu'on trouvait dans la communauté ne pouvait être observé dans les villes. Songeant aussi au manque d'espace et d'air frais ainsi qu'au coût élevé de la vie, on considérait les villes comme des lieux de damnation physique aussi bien que morale. Les quelques personnes qui émigraient à la ville étaient le plus souvent considérées comme "les moutons noirs" des familles.

La valorisation de l'agriculture et du mode de vie rural était non seulement acceptée par l'ensemble de la population, mais trouvait dans l'enseignement officiel du curé un appui important. Le curé, qui était lui-même un fils de cultivateur, valorisait l'agriculture et le mode de vie rural et y voyait une façon d'assurer l'intégrité de la pratique des vertus chrétiennes. Le curé, en plus de fustiger les moeurs dissolues de la ville, incitait, toutes les fois que cela lui était possible, ses paroissiens à demeurer cultivateurs soit à Sainte-Julienne même, soit dans les paroisses voisines où il y avait encore des lots de colonisation à défricher. Les missionnaires qui venaient à l'occasion des retraites annuelles semblent avoir prêché dans le même sens. Un aspect particulier de la prédication des missionnaires était cependant l'insistance sur la famille nombreuse et sur le métier d'agriculteur comme étant la meilleure façon de subvenir aux besoins d'une famille nombreuse.

La stratification sociale de la communauté traduisait cette valorisation de l'agriculture et des vertus qui y étaient associées. Au sommet de la hiérarchie sociale, on trouvait le curé et le notaire, c'est-à-dire les deux seuls individus possédant un niveau d'instruction assez élevé pour assumer de façon efficace le leadership de la communauté. Les cultivateurs qui formaient la majorité de la population occupaient le rang le plus élevé après le curé et le notaire. Le succès du cultivateur contribuait à lui assurer une place de choix parmi ses pairs. Les fonctions de maire, de conseiller et de commissaire d'école étaient généralement confiées à ces cultivateurs qui, à force d'épargne, avaient réussi à accumuler un certain capital. Leur aptitude à mener à bien une entreprise agricole dans des conditions difficiles les habilitait à mener aussi à bonne fin les affaires municipales ou scolaires. Il est à noter que la réussite d'un individu ne devait pas se traduire par une augmentation de son niveau de vie ou par des dépenses ostentatoires. Le cultivateur qui avait réussi vivait très souvent plus modestement que ses confrères moins prospères, mais il pouvait affirmer sa supériorité en prêtant de l'argent aux autres cultivateurs. Le prestige supérieur du cultivateur prospère tenait donc non pas à son niveau de vie supérieur, mais à son plus grand acharnement au travail et surtout à sa capacité de prêter de l'argent. Le statut des marchands et des artisans (du forgeron, par exemple) était assez ambigu; en général, on les

considérait comme inférieurs aux cultivateurs. Cependant, à cause de qualités personnelles, certains marchands étaient considérés comme supérieurs aux petits cultivateurs. Les deux principaux marchands, qui acceptaient volontiers de vendre à crédit, jouissaient d'un prestige assez élevé. Il semble que leur statut ait été quand même inférieur à celui des gros cultivateurs. De toute façon, on n'aimait pas leur confier des postes administratifs soit au plan municipal soit au plan scolaire. Parce que le travail en forêt ne durait que trois ou au plus quatre mois par année, les bûcherons professionnels étaient surtout des jeunes gens que leurs parents n'avaient pas réussi à établir sur des fermes; ces jeunes gens continuaient quand même le plus souvent à participer aux travaux de la ferme paternelle. Aucun statut particulier n'était donc réservé à cette occupation de travailler forestier professionnel. Il s'agissait là d'une occupation de transition réservée aux jeunes et, pour autant, ces travailleurs participaient au statut de leurs parents. Le travailleur forestier professionnel qui ne pouvait se rattacher à la ferme de son père ou à la ferme de quelque parent devait, pour vivre, compléter son revenu par un travail de journalier. C'est cette qualité de journalier plutôt que celle de travailleur forestier qui déterminait son statut, surtout s'il s'agissait d'un individu marié. Le journalier se situait à l'échelon inférieur de la stratification sociale. Tout d'abord, il devait vivre sur un "emplacement" au village et non pas sur une ferme. Il n'était donc maître que de très peu de choses. Cependant, l'infériorité de son statut tenait surtout au fait qu'il n'était pas indépendant. Etre journalier voulait dire travailler sous la tutelle ou sous le commandement d'un autre, travailler quand l'autre le voulait, ne pas se suffire à soi-même. Le moindre des petits cultivateurs était ainsi mieux partagé que le journalier le plus prospère.

Le gros de la population demeurant dans les rangs, la vie de la communauté se déroulait surtout dans les rangs. Sans doute le village jouait-il une fonction très importante dans la vie de la communauté : c'est là qu'on trouvait l'église et les principaux services dont on pouvait avoir besoin. Le village constituait donc le noyau de la communauté, mais son influence était relativement restreinte. Les relations avec le village s'effectuaient surtout le dimanche à l'occasion de la messe et en fin de semaine, en général au moment où on allait chez le marchand ou à la beurrerie. C'est le rang qui constituait l'unité sociale de la communauté. C'est là que se faisaient les corvées, que se déroulaient les veillées et tous les échanges quotidiens entre les différentes familles agricoles. A cause de l'état des routes, le rang était, en fait, relativement isolé du village. C'était déjà toute une expédition que de parcourir les trois ou quatre milles qui séparaient le rang du village. Le rang formait donc une unité sociale relativement isolée pour laquelle le village jouait le rôle de monde extérieur. Le voyage hebdomadaire à l'église et chez le marchand constituait pour la majorité des femmes et des enfants le seul contact avec un univers plus vaste.

En plus de sa fonction sur le plan des services et de sa fonction d'univers plus vaste, le village jouait un autre rôle important. Après avoir trimé dur toute sa vie sur sa terre, le cultivateur de Sainte-Julienne devait normalement pouvoir céder la terre à l'un de ses garçons et aller s'établir au village comme rentier. Après s'être dévoué corps et âme à sa nombreuse famille, le cultivateur, vers l'âge de 60 ou 65 ans, jugeait qu'il avait droit à ne penser qu'à lui seul et, en particulier, à songer de façon plus sérieuse au salut de son âme. Il lui fallait déménager au village afin d'être près de l'église. Devenir rentier au village constituait donc la fin normale de la carrière du cultivateur de Sainte-Julienne.

Centrée principalement sur le rang et l'agriculture, la vie sociale se déroulait selon le rythme de la nature. Les événements importants dans la vie de Sainte-Julienne correspondaient aux différentes phases du travail agricole. La naissance des animaux, les semailles, les foins, les récoltes, les labours étaient autant d'étapes importantes dans la vie de la population. A ce cycle proprement agricole s'ajoutait le cycle du travail en forêt durant les mois d'automne et les premiers mois de l'hiver. Ainsi la fête de la Toussaint prenait-elle une signification particulière, car c'était ordinairement le lendemain que les hommes partaient pour la forêt. De même, les jours gras, période où les travailleurs en forêt revenaient ordinairement dans la paroisse, étaient-ils célébrés avec beaucoup de faste.

Ainsi, le travail en forêt, loin de nuire à l'organisation sociale de la communauté, y avait-il été intégré. Toute la vie de la communauté était aménagée en fonction de cette complémentarité agriculture - travail en forêt. Il est à noter aussi que l'organisation du travail dans les chantiers de l'époque, loin d'affecter l'homogénéité culturelle de la population, contribuait à renforcer cette homogénéité. A ce moment, les compagnies forestières n'exploitaient pas elles-mêmes les chantiers, mais les confiaient à des entrepreneurs ou à des sous-entrepreneurs locaux. A Sainte-Julienne, on comptait six ou sept petits entrepreneurs forestiers qui travaillaient pour le compte de compagnies forestières. Ces entrepreneurs embauchaient la main-d'oeuvre locale et construisaient en forêt des camps où logeaient leurs employés. Chacun de ces camps était relativement autonome, le petit entrepreneur devant lui-même se procurer la nourriture et tout l'équipement nécessaire. Dans ces camps, d'ordinaire, on ne trouvait que des hommes du même rang ou du moins de la même localité. Il était très rare qu'on y rencontrât des "étrangers", c'est-à-dire des individus venant d'autres localités. Même si les hommes quittaient la paroisse pour une période de trois ou quatre mois, ils n'étaient donc pas en contact avec d'autres modes de vie ou d'autres systèmes de valeurs. Le fait que ces hommes se retrouvaient entre eux pour une période de temps aussi prolongée ne faisait que renforcer le contrôle social qui existait déjà dans la communauté. D'ailleurs, comme nous le noterons plus loin, les

jeunes allaient ordinairement dans ces camps en compagnie de leurs frères ou même de leur père. La vie du camp renforçait donc aussi le contrôle des parents sur leurs enfants.

Plus encore que le rang, la famille formait l'unité sociale par excellence. A cause de son isolement relatif, même à l'intérieur du rang, la famille était l'unité de subsistance réelle. La famille devait pouvoir fournir à l'individu tout ce dont il avait besoin. Les fonctions de la famille étaient donc très nombreuses.

Sa fonction principale était une fonction économique. La famille devait assurer à ses membres la production de tous les biens dont ils avaient besoin. Chaque membre de la famille devait participer à cette production. La mère et les enfants, aussi bien que le père, prenaient part aux travaux de la ferme et aux travaux ménagers. Tous les enfants plus âgés, garçons et filles, qui travaillaient en dehors de la ferme donnaient leur salaire à leur père qui en était le seul administrateur. Ce dernier pouvait employer l'argent comme bon lui semblait. Plus souvent qu'autrement, cet argent était investi dans la ferme ou servait à acheter une nouvelle ferme pour un garçon. Le père avait, en effet, l'obligation d'établir ses garçons et de doter ses filles. Tous les enfants qui quittaient la famille pouvaient s'attendre à recevoir une part du patrimoine auquel ils avaient tous contribué. Cet idéal était toutefois assez difficile à atteindre dans la plupart des cas. Aussi, à 21 ans, le garçon commençait-il à conserver pour lui-même l'argent qu'il gagnait par son travail en forêt afin de pouvoir acheter un lot de colonisation vers l'âge de 28 ou 29 ans, c'est-à-dire au moment où il pouvait penser sérieusement à se marier. Cependant, en dépit de cette relative indépendance sur le plan financier, le garçon continuait à aider son père aux travaux de la ferme durant l'été et le printemps.

La famille avait aussi des fonctions sur le plan des loisirs et sur le plan religieux. La plupart des loisirs se passaient en famille ou en réunions traditionnelles avec les voisins. Vu la difficulté de se rendre à l'église, surtout en hiver, la famille devenait une unité religieuse très importante. Sans la prière en famille, toute vie religieuse eût été absente pour de longues périodes. Ces fonctions religieuses étaient surtout sous la responsabilité de la mère de famille. Assez souvent, la mère avait un degré d'instruction supérieur à celui de son époux de sorte que c'est à elle que revenait le leadership sur le plan intellectuel et religieux [3].

[3] Ce rôle de la mère sur le plan de la vie intellectuelle et morale dans la famille agricole pourrait peut-être expliquer l'importance de la mère dans la famille canadienne-française urbaine. La responsabilité économique et matérielle du père étant très affaiblie dans le milieu urbain, le rôle de la mère prend ainsi une importance prépondérante.

Une autre des fonctions importantes de la famille était celle de l'apprentissage. Dans une société qui valorise l'agriculture de subsistance et le mode de vie correspondant, l'école apparaît comme un agent inefficace d'apprentissage pour la jeune génération : savoir lire et écrire est d'une utilité relativement faible pour le jeune adulte qui doit sur un sol assez difficile subvenir aux besoins de sa future famille. Ce dont ce jeune adulte a surtout besoin, c'est d'une connaissance des techniques agricoles et des techniques forestières grâce à laquelle il pourra gagner sa vie. Sans doute, il peut être utile de savoir compter, mais pour cela il suffit de bien peu d'années d'instruction formelle. La jeune fille doit fréquenter l'école un peu plus longtemps étant donné le leadership qu'elle exercera sur le plan religieux et intellectuel, mais il lui faut surtout connaître les arts ménagers qui lui permettront de subvenir aux besoins de sa future famille. Plus que l'école, la famille était le centre d'apprentissage des jeunes garçons et des jeunes filles. Cet apprentissage, l'enfant le faisait petit à petit en participant à tous les travaux de ferme et à tous les travaux ménagers. Vers l'âge de 12 ou 13 ans, les filles les plus âgées devaient laisser l'école afin d'aider leur mère à s'occuper de la famille, déjà assez nombreuse; vers l'âge de 12 ou 13 ans, le garçon devait abandonner définitivement l'école pour s'occuper de la ferme durant les mois d'hiver. En effet, pendant que le père et les plus vieux des garçons étaient en forêt, la responsabilité des travaux de la ferme était confiée au jeune garçon de 12 ou 13 ans et à la mère. Lorsque le père était revenu des chantiers, il s'occupait jusqu'au printemps à couper sur sa terre le bois de chauffage ou le bois de construction dont il avait besoin. Durant cette période, les garçons de 12 à 13 ans continuaient à s'occuper des travaux de la ferme mais participaient aussi avec leur père aux travaux forestiers. Dès qu'un jeune frère devenait en âge de prendre la responsabilité des travaux de la ferme, le garçon de 14 ou 15 ans faisait ses premières expériences en forêt avec son père. Durant deux ou trois ans, le fils faisait équipe avec son père dans les chantiers et apprenait ainsi les trucs du métier de bûcheron : lorsque l'aîné des garçons possédait complètement son métier de bûcheron, le père pouvait cesser d'aller en forêt et l'aîné partait avec ses jeunes frères pour leur enseigner à leur tour le métier. Ce n'était ordinairement qu'au plus débile qu'on permettait de poursuivre des études afin qu'il puisse quand même gagner sa vie dans une occupation autre que l'agriculture. Le fils dépendait donc presque exclusivement de sa famille pour l'apprentissage de son métier.

Il va sans dire que cette forte influence du père sur le plan de l'apprentissage technique facilitait aussi la transmission des valeurs attachées à l'agriculture. Le jeune trouvait dans la carrière de son père le modèle de sa propre carrière. Les normes de la communauté définissaient en effet une carrière idéale pour tous ses membres. Cette carrière se résumait ainsi : jusqu'à l'âge de 16 ans, apprentissage du métier de cultivateur et de bûcheron; de 16 à 29 ans, travail forestier professionnel et, en même temps, participa-

tion aux travaux de la ferme paternelle; de 30 à 65 ans, agriculture comme occupation principale; à 65 ans, on devenait rentier au village. Cette carrière-type a été celle des vieux rentiers de Sainte-Julienne.

Axée sur l'agriculture et la forêt, la vie sociale de Sainte-Julienne formait un tout cohérent où existait un équilibre entre la situation globale et les normes de comportement du groupe. Dans ce système, chacun avait un statut bien déterminé et pouvait prévoir non seulement quels seraient les comportements des autres mais aussi ses propres comportements dans le futur. Ce système, nous l'avons noté, ne permettait qu'un niveau de vie très bas; cependant, la population de Sainte-Julienne en était satisfaite. Cette satisfaction tenait sans doute au fait qu'il y avait concordance entre le niveau de vie atteint et le système de valeurs auquel on adhérait. Elle tenait aussi en grande partie au fait que la population était ignorante de tout autre genre de vie. Cette population avait très peu de contacts avec le monde extérieur et en particulier avec la ville. Nous l'avons souligné déjà, pour la majorité des gens de Sainte-Julienne, le village était le seul monde extérieur avec lequel ils entraient en contact. La famille et le rang définissaient l'univers quotidien de la population. Sans doute, les hommes devaient-ils parfois passer par des grandes villes comme Québec pour se rendre en forêt, mais il s'agissait là de contacts de courte durée, soumis d'ailleurs au contrôle des parents ou du moins des gens de la même localité. Ce contrôle social était ordinairement assez fort pour contrebalancer la mauvaise influence de ces brefs contacts. Chez les femmes, le contact avec la ville était pratiquement inexistant, si l'on excepte les visites à l'hôpital en cas de maladies très graves. Pour la majorité des personnes âgées de plus de 45 ans qui habitent actuellement Sainte-Julienne, le premier contact avec la ville ne date que de 10 ans au plus. A cause de cet isolement de la communauté, la culture de Sainte-Julienne apportait à la situation une réponse adéquate et pouvait se perpétuer.

Une période de transition

La deuxième guerre mondiale devait cependant apporter des changements profonds dans la situation. Les deux facteurs principaux qui provoquèrent ces changements furent l'ouverture de la communauté sur le monde extérieur et la possibilité pour les cultivateurs d'améliorer leur niveau de vie à même les revenus agricoles. Durant la guerre, la demande pour les denrées agricoles en vue de l'exportation augmenta très considérablement. Comme dans la plupart des paroisses agricoles marginales, l'agriculture devint rentable à Sainte-Julienne, non pas par suite d'une diminution dans le coût de production, mais plutôt par suite d'une augmentation très sensible dans le prix des denrées agricoles. Sans donc changer leurs méthodes de culture, les cultivateurs de Sainte-Julienne pouvaient tirer de leur terre un revenu qui leur

permettait non seulement d'améliorer leur équipement de ferme, mais aussi de se procurer des biens de consommation pour la famille. A Sainte-Julienne, c'était la première fois dans l'histoire de la localité que l'agriculture devenait une activité rémunératrice. Cette prospérité de l'agriculture coïncidait avec le mouvement d'électrification rurale qui venait de toucher Sainte-Julienne. Ainsi, du jour au lendemain, les familles purent mieux se loger, mieux se vêtir et même mieux se nourrir; plusieurs appareils ménagers électriques pénétraient dans le foyer et facilitaient la tâche des mères de famille. D'ailleurs, ce n'était pas seulement par goût que la famille agricole de Sainte-Julienne se procurait de plus en plus des biens manufacturés pour satisfaire ses besoins. L'accroissement de la production agricole exigeait que la mère de famille de même que les enfants consacrent de plus en plus de temps aux travaux de la ferme. Ainsi, on dut négliger les arts ménagers traditionnels pour assurer la production. Au lieu de cuire son pain, la mère de famille achetait du pain de boulanger; les étoffes du pays ou les vêtements confectionnés à la maison étaient remplacés par des tissus et des vêtements du magasin général. Jusqu'au jardin familial qu'on négligeait pour consacrer plus de temps à l'élevage de la volaille et du porc.

En même temps que la population de Sainte-Julienne a acquis la possibilité d'accéder à un niveau de vie supérieur, ses contacts avec le mode de vie urbain se sont grandement multipliés. Tout d'abord, le revenu supplémentaire de la ferme permettait de voyager davantage. La population plus jeune, c'est-à-dire âgée de 16 à 30 ans, devait pour la première fois se déplacer en bloc et entrer en contact avec le monde extérieur, soit dans l'armée, soit dans les usines de guerre. Enfin, l'achat d'un appareil de radio ayant été l'une des premières dépenses importantes des familles, celles-ci ont été exposées à une description du mode de vie urbain et en particulier à la publicité. A cause de la guerre, la population de Sainte-Julienne fut donc à la fois exposée à un nouveau mode de vie et eut la possibilité d'adopter ce nouveau mode de vie.

Après la guerre, les prix agricoles subirent une baisse considérable et le cultivateur se trouva placé devant le choix suivant : revenir à l'agriculture de subsistance et perdre le niveau de vie auquel il venait d'accéder, ou quitter l'agriculture pour une autre occupation et continuer à jouir de son nouveau niveau de vie et même l'améliorer. Dans la situation d'avant-guerre, ce choix eût été impossible car il n'existait aucune occupation non agricole dans le milieu rural qui eût pu permettre à la population de Sainte-Julienne d'améliorer son niveau de vie. Mais, dans la situation d'après-guerre, l'industrie forestière offrait aux travailleurs de Sainte-Julienne cette occupation non agricole de rechange. Faisant face à une demande fortement accrue pour le bois de pâte et à une diminution de la main-d'oeuvre disponible, l'industrie

forestière de la province de Québec avait dû prolonger ses opérations [4]. Le travailleur forestier professionnel pouvait donc travailler pendant sept ou huit mois par année et ainsi s'assurer un revenu de beaucoup supérieur à celui du cultivateur pratiquant une agriculture de subsistance. Comme nous l'ont indiqué nos données sur la mobilité professionnelle, la majorité des travailleurs de Sainte-Julienne ont opté pour le maintien de leur niveau de vie même si cela signifiait l'abandon complet de l'agriculture.

Ce choix indique jusqu'à quel point un changement relativement rapide dans la situation a pu occasionner des bouleversements sur le plan des normes de comportement et des valeurs de la population. La culture traditionnelle était adaptée à une situation de relative pauvreté et d'isolement. Les normes et les valeurs de ce système traditionnel ne prévoyaient pas les modes de comportement adaptés à une situation de prospérité et de contacts fréquents avec le monde extérieur. C'est cette nouvelle situation que la guerre a créée à Sainte-Julienne. Les normes traditionnelles étant inadéquates par rapport à cette nouvelle situation, des modes nouveaux de comportements ont pu s'instaurer assez facilement. C'est même de façon excessive qu'on a pu s'orienter vers les nouveaux biens de consommation et les nouvelles valeurs. L'individu, ne pouvant plus se référer aux normes traditionnelles, a pu laisser son initiative lui inspirer des solutions ou des comportements efficaces dans la nouvelle situation.

Lorsque, après la guerre, la situation de prospérité a de nouveau fait place à une situation de relative pauvreté, les normes traditionnelles devenaient à nouveau efficaces. Cette efficacité n'était toutefois que partielle vu que la situation d'isolement était irrémédiablement disparue. Les normes traditionnelles s'appliquaient donc en partie à la situation, mais, par ailleurs, les normes nouvelles qui étaient renforcées quotidiennement par les contacts avec le monde extérieur étaient en conflit avec ces normes traditionnelles. Bien qu'il semble que les nouvelles normes doivent l'emporter à la longue sur les normes traditionnelles, le conflit est loin d'être terminé. La situation est actuellement définie par deux séries de normes et deux systèmes de valeurs qui sont complètement opposés l'un à l'autre. Le même individu placé dans une même situation à deux moments différents pourra dans une circonstance se référer à une série de normes, dans l'autre à l'autre série. Cette ambiguïté constitue à notre sens une des formes importantes de l'anomie sociale.

[4] Voir : Gérald FORTIN et Emile GOSELIN, "La professionnalisation du travail en forêt", Recherches sociographiques, I, 1, janvier-mars 1960, 33-60.

Avant de voir en détail comment cette anomie se manifeste, il est peut-être bon de décrire rapidement le nouveau système des normes et des valeurs qui définissent la situation présente de Sainte-Julienne. D'après les nouvelles normes, il ne s'agit plus, pour la population, de survivre, mais de vivre et de bien vivre. D'une économie de production on est passé à une économie de consommation. L'amélioration continue du niveau de vie devient un des buts principaux de l'individu et de la famille. Dans cette optique, l'occupation n'est plus jugée selon un critère moral, mais selon un critère d'efficacité. Si l'agriculture permet d'obtenir le niveau de vie désiré, elle sera acceptée comme une occupation privilégiée. Mais si elle ne permet pas d'atteindre ce niveau de vie, on délaissera cette occupation. Peu importe à ce moment-là que le mode de vie caractéristique de cette nouvelle occupation soit inférieur au mode de vie de l'agriculture. Le travail en forêt sera lui aussi valorisé non pas pour lui-même mais pour le revenu qui y est attaché. Le problème majeur qui se posera alors sera l'instabilité du revenu du travailleur en forêt. Comparé à l'agriculture, le travail en forêt peut sans doute permettre à l'individu de s'assurer un revenu supérieur, mais si on le compare au travail d'usine, il est nettement défavorisé à cause de cette instabilité dans le revenu. Le travail en ville et même la migration de la famille vers la ville n'apparaissent plus comme condamnables. Au contraire, la ville est devenue le lieu où l'on peut le plus facilement réaliser ses aspirations. De même, ce n'est plus la façon dont on gagne son argent qui est importante comme critère de stratification sociale, mais plutôt la façon dont on dépense cet argent. Il vaut mieux vivre moins libre mais bien vivre que d'être indépendant et vivre dans la pauvreté. On voit jusqu'à quel point le conflit peut être douloureux puisque le nouveau système de valeurs et de normes est à toute fin pratique l'antithèse du système traditionnel. On pourrait même dire qu'étant donné la situation économique actuelle du milieu rural, le nouveau système de valeurs et de normes conduit à la négation même du monde rural.

A la recherche d'un équilibre

C'est au niveau de tous les aspects de la vie sociale de Sainte-Julienne qu'on trouve l'ambivalence et l'ambiguïté liées à la coexistence des deux systèmes de normes et des deux systèmes de valeurs. Notre étude ne nous a pas permis d'examiner en profondeur chacun des aspects de la vie sociale de la paroisse. C'est pourquoi nous ne décrivons ici que certains des points principaux.

Le fait que la majorité ait préféré le travail en forêt à l'agriculture, comme l'indiquent nos données sur la mobilité professionnelle, montre déjà que l'agriculture a cessé d'être une occupation privilégiée pour devenir une

une occupation parmi d'autres. Même si on doit rejeter l'agriculture comme gagne-pain, on reste encore attaché au mode de vie agricole. On se souvient qu'au plan des attitudes, les habitants du village, paradoxalement, conseillaient à la fois à leurs enfants de retourner à l'agriculture et d'émigrer en ville. Cette attitude contradictoire n'est explicable que par le maintien chez les chefs de famille de l'attachement traditionnel à l'agriculture. Cette valorisation est sans doute trop faible pour que les individus retournent effectivement à l'agriculture, mais elle est suffisamment forte pour donner mauvaise conscience à celui qui veut devenir bûcheron professionnel ou émigrer vers la ville. C'est malgré soi, parce que l'on y est forcé par la situation, qu'on abandonne l'agriculture. En fait, tout se passe comme si l'on acceptait sur le plan du vécu les comportements présumés par les nouvelles normes et les nouvelles valeurs, mais sans accepter ces normes et ces valeurs au niveau de la conscience.

Cette mauvaise conscience qu'on a vis-à-vis l'agriculture, on l'a aussi vis-à-vis la ville. Même si l'on a accepté le mode de consommation du milieu urbain et même si l'on considère que c'est en ville seulement qu'on pourra obtenir un emploi permettant de satisfaire complètement les nouveaux besoins, on reste méfiant à l'égard du milieu urbain. Le caractère physique de la ville, le caractère impersonnel de la vie urbaine et même les dangers mortels de la ville sont autant d'aspects redoutables. La ville est donc définie plutôt comme un pis-aller. L'idéal serait de jouir des mêmes avantages que la population urbaine tout en demeurant dans le milieu rural. On ne s'arrête pas à penser que ce milieu rural idéal serait très différent du milieu rural traditionnel. Sur le plan des valeurs, il reste à concilier la conception traditionnelle du milieu rural et les nouvelles normes de consommation. L'élite de Sainte-Julienne — comme probablement toutes les élites rurales de la province de Québec — n'a pas encore réussi à définir une image dynamique d'un milieu rural où l'on pourrait jouir du confort de la vie urbaine.

La structure du système de stratification sociale est très modifiée à Sainte-Julienne. Tout d'abord, un nouveau groupe qui devient le groupe le plus important s'est créé : celui des bûcherons professionnels. Ces bûcherons professionnels ne sont plus des jeunes gens qui deviendront plus tard cultivateurs, mais des gens mariés qui sont engagés définitivement dans un métier. Jouissant d'un haut niveau de vie, ces bûcherons professionnels ont acquis un statut élevé. En fait, le statut de ces bûcherons professionnels est plus élevé que celui de la majorité des cultivateurs. Seuls les gros cultivateurs qui sont en mesure de prêter de l'argent jouissent d'un statut plus élevé que celui du bûcheron professionnel. La majorité des cultivateurs n'ont plus qu'un statut semblable à celui du journalier et le cultivateur très pauvre jouit d'un statut inférieur même à celui du journalier. Le marchand

ou le propriétaire de petite entreprise est devenu aussi important, sinon plus important, que le gros fermier.

La dualité des systèmes de stratification se manifeste clairement dans la composition du conseil municipal et de la commission scolaire. Dans ces deux institutions, on retrouve actuellement, à peu près en nombre égal, d'un côté des gros cultivateurs et de l'autre côté des marchands, des petits industriels et même des bûcherons professionnels. On nous a d'ailleurs souvent répété que le nombre de bûcherons professionnels serait plus considérable parmi ces officiers si le bûcheron professionnel n'avait pas à s'absenter si longtemps au cours de l'année. En fait, toutes les associations religieuses ou profanes de la paroisse sont en déclin par suite de l'absence prolongée de la très grande majorité des hommes.

Cette faiblesse sur le plan des institutions est d'autant plus grave que le village a remplacé le rang comme unité sociale significative. L'abandon de l'agriculture s'est traduit par une migration très considérable des familles vers le village. En devenant bûcheron professionnel, le cultivateur a abandonné le soin de sa ferme à sa femme et à ses jeunes enfants. La tâche de la femme est devenue ainsi très considérable et, d'année en année, on a diminué le nombre d'animaux et l'étendue de terre en culture. Au bout de quelques années, l'agriculture a été abandonnée complètement. La femme ayant dès lors une tâche moins considérable à accomplir a ressenti plus fortement son isolement sur la ferme et a exigé que la famille déménageât au village. Très souvent cependant, on a été incapable de vendre la ferme parce que tous les voisins abandonnaient eux aussi l'agriculture. Dans ce cas, on a déménagé la maison au village tout en conservant la terre comme une sorte de police d'assurance en cas de crise.

La population du village s'est aussi accrue par suite du mariage des bûcherons professionnels. Le jeune bûcheron professionnel ayant renoncé définitivement à l'agriculture s'installera tout de suite au village lors de son mariage. Par ailleurs, les familles qui demeurent encore dans les rangs ont tendance à se regrouper dans les endroits d'où le village est facile d'accès, c'est-à-dire le long de la route nationale et tout près des frontaux.

La fonction du village a ainsi changé du tout au tout. De centre de services et de lieu de résidence pour les rentiers, il est devenu le lieu de résidence de la majorité des familles d'âge moyen. D'autant plus que le nombre de cultivateurs rentiers tend à diminuer par suite de l'impossibilité pour les vieux cultivateurs de vendre leur terre ou même de l'impossibilité pour ces cultivateurs de céder la terre à leurs garçons. Les garçons, devenus bûcherons professionnels, ne veulent plus de la terre même lorsqu'elle leur est

donnée gratuitement. Les vieux rentiers sont ainsi réduits à demeurer sur leur ferme et à renoncer à se rapprocher de l'église pour finir leurs jours.

Lorsque le rang était l'unité sociale de base, on avait besoin de très peu de structures formelles pour organiser la vie sociale; le nombre d'individus vivant dans un rang étant relativement restreint, la famille suffisait à satisfaire la plupart de leurs besoins. Les relations informelles de type communautaire suffisaient à l'organisation des loisirs et de l'entraide nécessaire à la population. Au contraire, au village, le nombre d'organisations formelles nécessaires devient plus considérable. La population, pour une chose, est beaucoup plus nombreuse et plus diversifiée. Par exemple, sur le plan des loisirs, il faudrait prévoir des organismes qui s'occuperaient des loisirs des enfants, des loisirs des adolescents, des loisirs des femmes mariées, etc. De même, sur le plan du travail, une organisation de type syndical qui regrouperait les travailleurs forestiers et les journaliers serait nécessaire. Or, non seulement de nouvelles associations n'ont pas été créées, mais les associations qui existaient déjà ont périclité. Dans ces conditions, la population s'oriente de plus en plus vers les centres urbains voisins et même vers des centres assez éloignés. Pour ses loisirs, on se rendra régulièrement dans la petite ville voisine ou même à Québec qui est située à 60 milles. On fera partie des Chevaliers de Colomb et de la Chambre de Commerce de cette même petite ville voisine. Ainsi, le village, nouvelle unité de base, ne réussit pas, faute de structures appropriées, à intégrer la population. La population de Sainte-Julienne se définit de moins en moins par rapport à Sainte-Julienne et de plus en plus par rapport à des centres régionaux ou même à des villes comme Québec.

Par suite de l'abandon de l'agriculture et de la prolongation sur une période de neuf mois des opérations forestières, le rythme traditionnel de vie communautaire est disparu à Sainte-Julienne. L'année n'est plus divisée en périodes significatives et il n'y a plus d'événements marquants qui définissent une activité commune. Chacun part pour la forêt ou en revient quand bon lui semble. Il n'est donc plus question de marquer par des cérémonies spéciales les départs ou les arrivées. Seule la période du carême garde une signification communautaire, mais il ne s'agit plus de la signification traditionnelle. En effet, c'est durant cette période que l'on retrouve à peu près tous les hommes dans la paroisse, la fin de l'hiver rendant le travail en forêt à peu près impossible. Ainsi, le carême, loin d'être une occasion de pénitence, devient la seule occasion que l'on a d'organiser des réjouissances collectives, des veillées, etc.

Les nouvelles politiques des compagnies forestières ont aussi considérablement nui à la vie communautaire. Forcées par les circonstances de rationaliser les opérations, les compagnies forestières ont abandonné le système

des entrepreneurs et des sous-entrepreneurs. Plutôt que de confier la coupe du bois à des entrepreneurs indépendants, les compagnies ont établi elles-mêmes d'immenses camps placés sous la responsabilité de contremaîtres. Les travailleurs forestiers ne sont pas embauchés par le petit entrepreneur local, mais par un fonctionnaire de la compagnie qui se préoccupe très peu de savoir de quelles localités viennent les travailleurs. Dans le camp de compagnie, le travailleur retrouve maintenant des individus venant de tous les coins de la province de Québec et ayant eu des expériences très diverses. Alors qu'autrefois la vie de camp contribuait à renforcer le contrôle communautaire sur les individus, elle tend maintenant à détruire complètement ce contrôle. De plus, l'homogénéité culturelle du camp a été remplacée par l'hétérogénéité la plus complète. Le jeune travailleur est ainsi exposé à des valeurs et à des normes de comportement qui contredisent le plus souvent les valeurs et les normes traditionnelles de sa communauté.

C'est au plan de la vie familiale que les changements les plus marqués se sont produits. A l'instar de la famille urbaine, la famille rurale a cessé d'être une unité de production pour devenir, presque exclusivement, une unité de consommation. Plus encore que dans la famille du travailleur urbain, le rôle du père dans la famille du bûcheron professionnel se réduit pratiquement aux seuls rôles de procréateur et de nourricier. Dans la famille agricole traditionnelle, le rôle principal du père était celui d'organiser la production, ce qui lui conférait une autorité très considérable sur tous les membres de la famille. Pour le bûcheron, la production s'effectue à l'extérieur de la famille de sorte que, pour conserver une certaine autorité, le père devrait partager l'autorité de la mère sur le plan moral et intellectuel. Son absence prolongée du foyer l'empêche toutefois de partager cette autorité de la mère. La mère devient ainsi le centre autour duquel peuvent graviter les enfants.

La famille étant devenue une unité de consommation, les enfants qui travaillent sont eux aussi des consommateurs. Comme tels, ils ont des besoins à satisfaire personnellement. Ainsi, au lieu de continuer à donner leur salaire aux parents, les enfants vont conserver leur revenu, quittes à payer une pension. D'un tout global, la famille devient une juxtaposition d'individus consommateurs. D'ailleurs, en payant pension, l'enfant se sent dégagé de toute responsabilité à l'égard de sa famille. Nous avons fréquemment rencontré de jeunes bûcherons célibataires qui résidaient chez leurs parents cultivateurs; parce qu'ils payaient une pension à leur mère lorsqu'ils demeuraient à la maison, ces garçons refusaient catégoriquement de participer aux travaux de la ferme avec leur père. Nous avons rencontré la même attitude chez plusieurs jeunes filles qui venaient prendre des vacances de cinq ou six semaines dans leur famille et qui refusaient d'aider leur mère aux travaux ménagers. Par ailleurs, la famille a perdu sa fonction sur le plan de l'apprentissage. Le bûcheron professionnel qui demeure au village n'a plus la possibilité

d'initier son garçon, dès l'âge de 12 ou 13 ans, aux techniques du travail en forêt. La première expérience de travail en forêt est reportée au moment où le jeune villageois peut lui-même s'embaucher pour une compagnie, c'est-à-dire vers l'âge de 17 ou 18 ans. Autrefois, à 17 ou 18 ans, un jeune travailleur possédait déjà pleinement son métier de bûcheron. Aujourd'hui, à cet âge, il est en apprentissage. Comme les compagnies forestières ne dispensent pas un apprentissage institutionnalisé, le jeune bûcheron doit apprendre son métier à ses propres dépens. La première expérience en forêt du jeune villageois ne se fait plus en compagnie du père, mais avec des travailleurs de son âge. Pendant l'absence de leur père, trois ou quatre jeunes, à force de discuter entre eux, décident qu'ils sont prêts à tenter leur chance. Dans leur impatience de tenter l'expérience, ils n'ont pas le temps d'attendre que leur père revienne à la maison. Ils préfèrent partir ensemble. Pour le jeune travailleur, la première expérience du travail marque donc, ordinairement, une rupture complète et définitive avec la famille et souvent avec le milieu.

Parce que la famille est maintenant incapable de donner à l'enfant l'apprentissage nécessaire en vue de son travail futur, l'école prend une importance de plus en plus considérable dans le milieu rural. Le bûcheron professionnel désire pour son garçon un degré d'instruction assez élevé, surtout du côté de l'apprentissage formel d'un métier. L'instruction est perçue comme la seule façon d'échapper au déterminisme social qui pèse à la fois sur le cultivateur et sur le bûcheron. Cependant, l'organisation scolaire à Sainte-Julienne est assez rudimentaire. Par exemple, l'école du village, qui avait été prévue pour une population relativement restreinte, est nettement insuffisante vu la nouvelle composition du village. Les bûcherons sont appuyés par les marchands, mais ils rencontrent toutefois une opposition assez ferme de la part des cultivateurs qui font partie de la commission scolaire, en ce qui concerne la réorganisation de la structure scolaire de la municipalité. Les cultivateurs, bien qu'ils croient plus qu'autrefois à la nécessité de l'instruction, y accordent une importance beaucoup moins considérable que celle que lui confèrent les bûcherons professionnels. Ils sont donc assez conservateurs en ce qui regarde les changements de structures d'autant plus que ces changements signifiaient pour eux une augmentation des taxes. Il semble bien que ce conflit entre cultivateurs et bûcherons sur le plan des écoles va se résoudre en faveur des bûcherons professionnels. Pour la collectivité cependant, cette réforme des structures scolaires va se solder par un déficit global. Plus les jeunes garçons et les jeunes filles auront un niveau d'instruction élevé, moins ils pourront trouver à Sainte-Julienne des occupations pouvant satisfaire leurs goûts. L'élévation du niveau de scolarité de la population ne fera donc qu'accélérer le mouvement d'émigration vers les villes et le processus de dépeuplement de Sainte-Julienne.

Conclusion

A Sainte-Julienne, la situation objective a suffisamment changé pour que le système de valeurs de même que les normes traditionnelles de comportement soient irrémédiablement inefficaces. Un conflit existe donc entre ces normes traditionnelles et de nouvelles normes qui seraient mieux adaptées à la situation nouvelle. Actuellement, la société de Sainte-Julienne est en état de déséquilibre, c'est-à-dire qu'elle oscille entre deux séries de normes. Cependant, de plus en plus, un nouvel équilibre semble se dessiner. De nouveau, il y aura adéquation entre la situation et la définition de la situation. Ce nouvel équilibre, par ailleurs, si les conditions économiques actuelles restent les mêmes, implique l'émigration de la très grande majorité de la population de Sainte-Julienne. Cette émigration en masse est la seule réponse à l'insatisfaction profonde à la fois du cultivateur et du bûcheron, à l'impossibilité pour le village de devenir réellement un centre d'intégration pour sa population sur le plan culturel et à l'augmentation de la scolarité des jeunes générations. Seule une réorganisation complète des politiques des compagnies forestières pourrait mettre un frein à cette émigration en masse. Sans doute, la création d'industries locales pourrait aussi avoir cet effet, mais, dans les circonstances actuelles, le meilleur moyen d'empêcher l'émigration est de créer des conditions de travail en forêt qui puissent rendre le travailleur forestier professionnel satisfait de son métier. Il faut se rappeler aussi que même si l'on réussissait à diminuer la migration vers la ville, il resterait à trouver une définition dynamique du milieu rural. Etant donné que la population rurale a actuellement à peu près les mêmes besoins que la population urbaine, l'image que l'élite doit présenter à cette population du milieu rural ne peut plus être l'image traditionnelle. C'est une nouvelle conception du mode de vie rural qu'il faut créer.

Gérald FORTIN

Département de Sociologie et
d'Anthropologie,
Université Laval.